

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

F. 1999 — 4206

[C — 99/11437]

26 NOVEMBRE 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, notamment les articles 2, § 5, 5, 14, §§ 2, 2bis et 3, 15, 15bis, § 3, 15ter, 16, 19, 20, § 2, 22, § 4, 28ter, § 6 et 96, § 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 3 mars 1995;

Vu la consultation de la Commission des Assurances du 30 octobre 1997;

Vu l'avis du Conseil de l'Office de Contrôle des Assurances du 4 mai 1998;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Economie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances, remplacé par l'arrêté royal du 11 janvier 1993 et modifié par l'arrêté royal du 22 novembre 1994, est modifié comme suit :

1° au point 7, 3°, premier tiret, les mots "266,75 millions de francs" sont remplacés par les mots "6,2 millions d'euros ou 250 107 380 de francs" et dans le deuxième tiret, les mots "550,70 millions de francs" sont remplacés par les mots "12,8 millions d'euros ou 516 350 720 de francs";

2° le point 9 est supprimé.

Art. 2. L'article 9 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 22 novembre 1994 et modifié par l'arrêté royal du 3 mars 1995, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. Les entreprises d'assurances sont tenues d'établir les gestions distinctes suivantes :

1° affaires directes non-vie : pour les opérations d'assurance directe qui ressortissent aux branches 1 à 18;

2° affaires directes vie : pour les opérations d'assurance directe qui ressortissent aux branches 21, à l'exception des opérations liées à un fonds cantonné, 22, 24, 26, 28 et 29;

3° affaires directes vie branche 21 fonds cantonné... : par fonds cantonné, pour les opérations qui ressortissent à la branche 21 et sont liées à ce fonds cantonné;

4° affaires directes vie branche 23 fonds d'investissement... : par fonds d'investissement, pour les opérations qui ressortissent à la branche 23 et sont liées à ce fonds d'investissement;

5° affaires directes vie branche 25 association tontinière... : par association tontinière, pour les opérations qui ressortissent à la branche 25 et sont liées à cette association tontinière;

6° affaires acceptées non-vie : pour les opérations de réassurance acceptée qui se rapportent au groupe d'activités non-vie;

7° affaires acceptées vie : pour les opérations de réassurance acceptée qui se rapportent au groupe d'activités vie. »

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 1999 — 4206

[C — 99/11437]

26 NOVEMBER 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen, inzonderheid op de artikelen 2, § 5, 5, 14, §§ 2, 2bis en 3, 15, 15bis, § 3, 15ter, 16, 19, 20, § 2, 22, § 4, 28ter, § 6 en 96, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen, een laatste maal gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 maart 1995;

Gelet op de raadpleging van de Commissie voor Verzekeringen van 30 oktober 1997;

Gelet op het advies van de Raad van de Controledienst voor de Verzekeringen van 4 mei 1998;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen, vervangen bij het koninklijk besluit van 11 januari 1993 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 november 1994, wordt als volgt gewijzigd :

1° in het punt 7, 3°, worden in het eerste streepje de woorden "266,75 miljoen frank" vervangen door de woorden "6,2 miljoen euro of 250 107 380 frank" en in het tweede streepje de woorden "550,70 miljoen frank" vervangen door de woorden "12,8 miljoen euro of 516 350 720 frank";

2° het punt 9 wordt geschrapt.

Art. 2. Artikel 9 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 22 november 1994 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 maart 1995, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 9. De verzekeringsondernemingen zijn gehouden de volgende afzonderlijke beheren te voeren :

1° rechtstreekse zaken niet-leven : voor de rechtstreekse verzekeringsverrichtingen die behoren tot de takken 1 tot en met 18;

2° rechtstreekse zaken leven : voor de rechtstreekse verzekeringsverrichtingen die behoren tot de takken 21, met uitzondering van de verrichtingen verbonden met een afgezonderd fonds, 22, 24, 26, 28 en 29;

3° rechtstreekse zaken leven tak 21 afgezonderd fonds... : per afgezonderd fonds, voor de verrichtingen die behoren tot de tak 21 en die verbonden zijn met dat afgezonderd fonds;

4° rechtstreekse zaken leven tak 23 beleggingsfonds... : per beleggingsfonds, voor de verrichtingen die behoren tot de tak 23 en die verbonden zijn met dat beleggingsfonds;

5° rechtstreekse zaken leven tak 25 tontinaire vereniging... : per tontinaire vereniging, voor de verrichtingen die behoren tot de tak 25 en die verbonden zijn met die tontinaire vereniging;

6° aangenomen zaken niet-leven : voor de aangenomen herverzekeringverrichtingen die betrekking hebben op de groep van activiteiten niet-leven;

7° aangenomen zaken leven : voor de aangenomen herverzekeringverrichtingen die betrekking hebben op de groep van activiteiten leven. »

Art. 3. L'article 10 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 12 août 1994, est modifié comme suit :

1° le § 2, alinéa 2, premier tiret, est remplacé par la disposition suivante :

« — dans la Communauté, pour les entreprises de droit belge. Les valeurs représentatives mobilières localisées en dehors de la Communauté sont également admises à condition que la Banque Nationale ou un établissement de crédit, une société de bourse ou une entreprise d'investissement étrangère agréés par la Commission bancaire et financière ou par l'autorité compétente d'un pays membre de la Communauté atteste qu'il détient par le biais d'un établissement dans la Communauté, pour compte de l'entreprise d'assurances, ces valeurs représentatives auprès d'un établissement de crédit ou d'une entreprise d'investissement, établis en dehors de la Communauté, agréés par un organisme de droit public dont le rôle est analogue à celui de la Commission bancaire et financière; »;

2° le § 2, alinéa 2, deuxième tiret, est remplacé par la disposition suivante :

« — en Belgique, pour les établissements belges des entreprises de pays tiers. Les valeurs représentatives mobilières localisées en dehors de la Belgique sont également admises à condition que la Banque Nationale, un établissement de crédit, une société de bourse ou une entreprise d'investissement étrangère, agréés par la Commission bancaire et financière ou par l'autorité compétente d'un pays membre de la Communauté, atteste qu'il détient par le biais d'un établissement en Belgique, pour compte de l'entreprise d'assurances, ces valeurs représentatives auprès d'un établissement de crédit ou d'une entreprise d'investissement, établis en dehors de la Belgique, agréés par un organisme de droit public dont le rôle est analogue à celui de la Commission bancaire et financière. »;

3° dans le § 2, alinéa 3, les mots „, qui ne sont pas représentées par des titres,“ sont insérés entre les mots “créances” et “sont considérés”;

4° le § 3, 5°, est remplacé par la disposition suivante :

« 5° options d'achat (aussi dénommées calls) ou options de vente (aussi dénommées puts) de valeurs mobilières, contrats à terme (ci-après dénommés futures) ainsi que les autres instruments dérivés tels que les contrats de change à terme, qui sont négociés sur un marché liquide ouvert au public et fonctionnant régulièrement. Tant les options d'achat, les options de vente, les futures que les autres instruments dérivés doivent contribuer à limiter le risque d'investissement ou permettre une gestion efficace du portefeuille. Pour les futures, l'engagement sous-jacent doit être maintenu sous la forme de placements à court terme liquides et sûrs; »;

5° le § 4, alinéa 1^{er}, 2°, est complété par la phrase suivante :

« Cette limitation est portée à 20 % si l'entreprise réalise aussi des placements dans de telles valeurs émanant d'entreprises communautaires, qui sont soumises au contrôle de l'Office ou d'un organisme de droit public dont le rôle est analogue à celui de l'Office; »;

6° Le § 4, alinéa 1^{er}, 5°, est remplacé par la disposition suivante :

« 5° 5 % pour les produits dérivés qui ne sont pas affectés comme couverture au sens des articles 27^{ter} et 36^{sexies} de l'arrêté royal du 17 novembre 1994 relatif aux comptes annuels des entreprises d'assurances; »;

7° le § 4, alinéa 1^{er}, 6°, est remplacé par la disposition suivante :

« 6° 5 % pour des prêts qui ne sont pas garantis par une sûreté réelle, par un établissement de crédit ou par une entreprise d'assurances, et pas plus d'1 % pour de tels prêts qui sont accordés à un même emprunteur.

Cette limitation n'est pas d'application pour de tels prêts qui sont accordés aux établissements de crédit, aux entreprises d'assurances ou aux entreprises d'investissement établis dans la Communauté, ni pour de tels prêts qui sont accordés aux Etats, leurs autorités locales ou régionales qui appartiennent à la zone A visée par la directive (89/647/CEE) du Conseil des Communautés européennes du 18 décembre 1989 relative à un ratio de solvabilité des établissements de crédit ainsi qu'aux organisations internationales dont un ou plusieurs Etats membres de la Communauté fait partie; »;

Art. 3. Artikel 10 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 12 augustus 1994, wordt als volgt gewijzigd :

1° § 2, tweede lid, eerste streepje, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« — in de Gemeenschap voor ondernemingen naar Belgisch recht. De roerende dekkingswaarden gelocaliseerd buiten de Gemeenschap worden ook aanvaard, indien de Nationale Bank of een kredietinstelling, een beursvennootschap of een buitenlandse beleggingsonderneming die een vergunning verkregen heeft van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen of van de daartoe bevoegde overheid van een Lid-Staat van de Gemeenschap attesteert dat zij via een vestiging in de Gemeenschap deze dekkingswaarden voor rekening van de verzekeringsonderneming aanhoudt bij een buiten de Gemeenschap gevestigde kredietinstelling of beleggingsonderneming die een vergunning verkregen heeft van een organisme van publiek recht waarvan de rol gelijklopend is met deze van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen; »;

2° § 2, tweede lid, tweede streepje, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« — in België voor de Belgische vestigingen van ondernemingen van derde landen. De roerende dekkingswaarden gelocaliseerd buiten België worden ook aanvaard, indien de Nationale Bank, een kredietinstelling, een beursvennootschap of een buitenlandse beleggingsonderneming, die een vergunning verkregen heeft van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen of van de daartoe bevoegde overheid van een Lid-Staat van de Gemeenschap, attesteert dat zij via een vestiging in België deze dekkingswaarden voor rekening van de verzekeringsonderneming aanhoudt bij een buiten België gevestigde kredietinstelling of beleggingsonderneming die een vergunning verkregen heeft van een organisme van publiek recht waarvan de rol gelijklopend is met deze van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen. »;

3° in § 2, derde lid, worden tussen de woorden “schuldvorderingen” en “worden geacht” de woorden „, die niet door effecten zijn vertegenwoordigd,“ ingevoegd;

4° § 3, 5°, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 5° aankoopopties (ook calls genaamd) of verkoopopties (ook puts genaamd) op effecten, termijnovereenkomsten (hierna futures genaamd) alsook andere afgeleide instrumenten zoals termijnwisselcontracten die verhandeld worden op een liquide, open en regelmatig werkende markt. Zowel de aankoopopties, verkoopopties, futures en andere afgeleide instrumenten moeten het beleggingsrisico helpen beperken of een efficiënt portefeuillebeheer mogelijk maken. Inzake futures moet de onderliggende verbintenis ervan aangehouden worden onder de vorm van liquide en veilige korte termijnbeleggingen; »;

5° § 4, eerste lid, 2°, wordt aangevuld met de volgende zin :

« Deze beperking wordt op 20% gebracht indien de onderneming ook belegt in dergelijke waarden van ondernemingen uit de Gemeenschap, die onderworpen zijn aan het toezicht van de Controledienst of van een organisme van publiek recht waarvan de rol gelijklopend is met die van de Controledienst; »;

6° § 4, eerste lid, 5°, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 5° 5 % voor afgeleide producten die niet als dekking bestemd zijn in de zin van de artikelen 27^{ter} en 36^{sexies} van het koninklijk besluit van 17 november 1994 betreffende de jaarrekening van verzekeringsondernemingen; »;

7° § 4, eerste lid, 6°, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 6° 5 % voor leningen die niet gewaarborgd zijn door een zakelijke zekerheid, door een kredietinstelling of door een verzekeringsonderneming en niet meer dan 1 % voor dergelijke leningen die aan eenzelfde kredietnemer zijn toegestaan.

Deze beperking is niet van toepassing op dergelijke leningen toegestaan aan kredietinstellingen, aan verzekeringsondernemingen en aan beleggingsondernemingen die in de Gemeenschap zijn gevestigd, noch op dergelijke leningen toegestaan aan Staten, hun regionale of lokale overheden die behoren tot de zone A zoals bedoeld in de richtlijn (89/647/EEG) van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 18 december 1989 betreffende een solvabiliteitsratio voor kredietinstellingen evenals aan internationale organisaties waarvan een of meer Lid-Staten van de Gemeenschap deel uitmaakt; »;

8° le § 4, deuxième alinéa, dernière phrase, est complété par les termes suivants :

« ni aux parts dans des organismes de placement collectif »;

Ce même alinéa est complété par la phrase suivante :

« Cette limitation est portée à 10 % pour les valeurs précitées d'entreprises communautaires qui sont soumises au contrôle de l'Office ou d'un organisme de droit public dont le rôle est analogue à celui de l'Office, étant entendu que l'investissement global de l'entreprise d'assurances dans les valeurs précitées dans lesquelles elle place plus de 5 % de ses provisions et dettes techniques, ne dépasse pas 20 % de ses provisions et dettes techniques. »;

9° le § 4, alinéa 5, est remplacé par la disposition suivante :

« Pour l'application des dispositions du présent article, on entend par marché réglementé : tout marché visé à l'article 1^{er}, § 3, alinéas 1^{er} et 2, de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements ainsi que tout autre marché organisé, reconnu et de fonctionnement régulier, à condition que ce marché satisfasse, selon l'Office de Contrôle, à des exigences comparables et que les instruments financiers qui y sont négociés aient une qualité comparable. »;

10° dans le § 7, les mots "cette disposition n'est pas valable pour les participations" sont remplacés par les mots "cette condition n'est pas applicable aux participations";

11° dans le § 8, les mots "s'il n'est pas convaincu que ces placements présentent des garanties suffisantes" sont remplacés par les mots "s'il a des raisons d'estimer que ces placements ne présentent pas des garanties suffisantes";

12° dans la version française du § 9, alinéa 2, 1°, alinéa 3, les mots "une correction appropriée" sont remplacés par les mots "la correction correspondante";

13° dans le § 9, alinéa 2, 2°, les mots "la valeur de remboursement" sont remplacés par les mots "la valeur calculée conformément aux dispositions de l'article 27bis, § 3, de l'arrêté royal du 17 novembre 1994 relatif aux comptes annuels des entreprises d'assurances";

14° dans le § 9, l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

« De plus, la valeur d'affectation des valeurs représentatives est déterminée en tenant compte des produits dérivés se rapportant à ces valeurs représentatives pour autant que ces produits dérivés ne soient pas eux-mêmes utilisés comme valeurs représentatives. En outre, ces produits dérivés doivent être utilisés pour limiter le risque de placement ou rendre possible une gestion efficace du portefeuille et être négociés sur un marché liquide.

Pour qu'il y ait marché liquide au sens du présent paragraphe, il faut :

— qu'il y ait soit un marché organisé soit un marché de gré à gré fonctionnant régulièrement à l'intervention d'établissements financiers tiers teneurs de marché assurant des cotations permanentes de cours acheteurs et vendeurs dont les fourchettes correspondent aux usages du marché;

— qu'en volume, les titres ou instruments financiers concernés puissent, compte tenu des volumes régulièrement traités sur leur marché, être considérés comme réalisables à tout moment sans incidence significative sur les cours. »

Art. 4. L'article 11 du même arrêté est modifié comme suit :

1° dans le § 1^{er}, A, 3°, alinéa 2, les mots "qui ressortissent aux branches 8 et 9" sont insérés entre les mots "éléments naturels" et ", les risques".

Le même alinéa est complété par les mots "et les autres risques caractérisés par une dispersion importante des taux de sinistres dans le temps";

8° in § 4, tweede lid, wordt de laatste zin aangevuld met de volgende woorden :

« , noch op rechten van deelneming in instellingen voor collectieve belegging. »;

Datzelfde lid wordt aangevuld met de volgende zin :

« Deze beperking wordt op 10 % gebracht voor de voormelde waarden van ondernemingen van de Gemeenschap die onderworpen zijn aan het toezicht van de Controledienst of van een organisme van publiek recht waarvan de rol gelijklopend is met die van de Controledienst, mits de verzekeringsonderneming niet meer dan 20 % van haar technische voorzieningen en schulden belegt in de voormelde waarden, waarin zij meer dan 5 % van haar technische voorzieningen en schulden belegt. »;

9° § 4, vijfde lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Voor de toepassing van de bepalingen van dit artikel wordt onder gereguleerde markt verstaan : elke markt bedoeld in artikel 1, § 3, eerste en tweede lid, van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en de beleggingsadviseurs, evenals elke andere georganiseerde, erkende en regelmatig werkende markt voorzover deze, naar het oordeel van de Controledienst, aan vergelijkbare voorwaarden voldoet en voorzover de financiële instrumenten die er worden verhandeld van een vergelijkbare kwaliteit zijn. »;

10° in § 7 worden de woorden "dit geldt echter niet voor deelnemingen" vervangen door de woorden "die voorwaarde is niet van toepassing op deelnemingen";

11° in § 8 worden de woorden "als hij er niet van overtuigd is dat de betrokken beleggingen voldoende waarborgen bieden" vervangen door de woorden "als hij redenen heeft om aan te nemen dat die beleggingen geen voldoende waarborgen bieden";

12° in § 9, tweede lid, 1°, derde lid, worden in de Franse versie de woorden "une correction appropriée" vervangen door de woorden "la correction correspondante";

13° in § 9, tweede lid, 2°, worden de woorden "de terugbetalingswaarde" vervangen door de woorden "de waarde berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 27bis, § 3, van het koninklijk besluit van 17 november 1994 betreffende de jaarrekening van verzekeringsondernemingen";

14° in § 9, wordt het derde lid vervangen door de volgende bepaling :

« Daarenboven wordt bij de vaststelling van de affectatiewaarde van de dekkingswaarden rekening gehouden met afgeleide producten met betrekking tot deze dekkingswaarden voor zover deze afgeleide producten zelf niet als dekkingswaarden worden aangewend. Tevens moeten deze afgeleide producten aangewend worden om het beleggingsrisico te beperken of een efficiënt portefeuillebeheer mogelijk te maken, en verhandeld worden op een liquide markt.

Er is sprake van een liquide markt in de zin van deze paragraaf wanneer er :

— hetzij een georganiseerde markt, hetzij een onderhandse markt bestaat die regelmatig werkt door toedoen van derde financiële instellingenmarkthouders die instaan voor een doorlopende notering van kopers- en verkoperskoersen met marges die met de marktgebruiken overeenstemmen;

— kan worden vanuit gegaan dat de betrokken effecten of financiële instrumenten qua volume en rekening houdend met de volumes die gewoonlijk op hun markt worden verhandeld, op gelijk welk ogenblik realiseerbaar zijn zonder betekenisvolle invloed op de koersen. ».

Art. 4. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

1° in § 1, A, 3°, tweede lid, worden tussen de woorden "natuurelementen" en ", de risico's" de woorden "behorend tot de takken 8 en 9" ingevoegd.

Datzelfde lid wordt aangevuld met de woorden "en de andere risico's die een belangrijke spreiding van de schadequote in de tijd als kenmerk hebben";

2° dans le § 4, les mots "des sommes qui sont dues aux preneurs d'assurance, aux assurés et aux bénéficiaires de contrats d'assurance ainsi qu'aux entreprises cédantes en exécution de contrats de réassurance et notamment" sont insérés entre les mots "se composent" et "des primes payées";

3° dans le § 5, alinéa 1^{er}, le mot "admisses" est remplacé par les mots "imposées ou acceptées".

Art. 5. L'article 12, alinéa 3 du même arrêté est complété par la disposition suivante :

« Le preneur d'assurance est averti de la modification tarifaire au moins quatre mois avant l'échéance annuelle de son contrat d'assurance, à moins que lors d'une notification ultérieure de la modification tarifaire, le droit lui soit encore accordé de résilier son contrat dans un délai de trois mois au moins à compter du jour de ladite notification. Le droit de résiliation est formellement mentionné dans la notification. »

Art. 6. L'article 12*bis* du même arrêté, introduit par l'arrêté royal du 12 août 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 12*bis*. § 1^{er}. Pour l'application du présent article, on entend par :

— catégories de produits : les catégories de produits d'assurance définies dans les statistiques visées à l'article 11*bis* du présent arrêté;

— bénéfice technico-financier brut avant dotation : la somme des postes "solde technico-financier brut" et "dotation de l'exercice à la provision pour participations aux bénéfices et ristournes" des statistiques visées à l'article 11*bis* du présent arrêté, si cette somme est positive;

— bénéfice technico-financier net avant dotation : la somme des postes "solde technico-financier net" et "dotation de l'exercice à la provision pour participations aux bénéfices et ristournes" des statistiques visées à l'article 11*bis* du présent arrêté, si cette somme est positive.

§ 2. La répartition de participations aux bénéfices et de ristournes provenant du résultat technico-financier doit tenir compte des règles suivantes :

A. Pour le groupe d'activités non-vie :

1. La dotation à la provision pour participations aux bénéfices et ristournes d'une catégorie de produits ne peut excéder le bénéfice technico-financier net avant dotation de cette catégorie. Cependant, si ce bénéfice n'est pas déterminable, le bénéfice technico-financier brut avant dotation est pris en considération.

2. Les entreprises d'assurances peuvent doter la provision pour participations aux bénéfices et ristournes en faveur d'un contrat d'assurance en fonction de la performance individuelle de ce contrat, à condition que la participation bénéficiaire ou la ristourne soit contractuelle et que tous les éléments nécessaires à son calcul soient déterminés dans le contrat.

Dans ce cas, le point A.1. n'est pas d'application.

B. Pour le groupe d'activités vie :

1. La dotation à la provision pour participations aux bénéfices et ristournes d'une catégorie de produits ne peut excéder le bénéfice technico-financier net avant dotation de cette catégorie, augmenté de la variation des valeurs de zillmerisation non activées qui ne doivent pas faire l'objet d'un remboursement.

2. Par dérogation au point B.1., en cas d'augmentation importante de la production, les entreprises d'assurances peuvent doter la provision pour participations aux bénéfices et ristournes d'une catégorie de produits par l'apport de ressources qui lui sont étrangères, à condition qu'elles justifient la rentabilité de cette catégorie par un plan prévisionnel des résultats futurs basé sur des hypothèses raisonnables. Ce plan sera adapté s'il s'avère que les paramètres utilisés ne correspondent plus à la réalité.

2° in § 4 worden de woorden "de sommen die aan de verzekeringnemers, de verzekerden en de begunstigden van verzekeringsovereenkomsten alsook aan de cederende ondernemingen in uitvoering van de herverzekeringsovereenkomsten verschuldigd zijn en onder andere uit" tussen de woorden "bestaan uit" en "de vóór" ingevoegd;

3° in § 5, eerste lid, wordt het woord "toegestaan" vervangen door de woorden "opgelegd of aanvaard".

Art. 5. Artikel 12, derde lid van hetzelfde besluit wordt met de volgende bepaling aangevuld :

« De verzekeringnemer wordt minstens vier maanden vóór de jaarlijkse vervaldag van zijn verzekeringsovereenkomst in kennis gesteld van de tariefwijziging, tenzij hem bij een latere kennisgeving van de tariefwijziging het recht wordt toegekend zijn overeenkomst alsnog op te zeggen binnen een termijn van minstens drie maanden te rekenen vanaf de dag van die kennisgeving. Het opzegrecht wordt uitdrukkelijk in de kennisgeving vermeld. »

Art. 6. Artikel 12*bis* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 12 augustus 1994, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 12*bis*. § 1. Voor de toepassing van dit artikel verstaat men onder :

— categorieën van producten : de categorieën van verzekeringsproducten gedefinieerd in de statistieken bedoeld in artikel 11*bis* van dit besluit;

— bruto technisch-financiële winst vóór dotatie : de som van de posten "bruto technisch-financieel saldo" en "dotatie van het boekjaar aan de voorziening voor winstdeling en restorno's" van de statistieken bedoeld in artikel 11*bis* van dit besluit, als deze som positief is;

— netto technisch-financiële winst vóór dotatie : de som van de posten "netto technisch-financieel saldo" en "dotatie van het boekjaar aan de voorziening voor winstdeling en restorno's" van de statistieken bedoeld in artikel 11*bis* van dit besluit, als deze som positief is.

§ 2. Bij de verdeling van winstdeling en restorno's voortvloeiend uit het technisch-financieel resultaat dient rekening gehouden te worden met de volgende regels :

A. Voor de activiteitengroep niet-leven :

1. De dotatie aan de voorziening voor winstdeling en restorno's mag voor een categorie van producten niet groter zijn dan de netto technisch-financiële winst vóór dotatie van deze categorie. Indien deze winst niet kan bepaald worden, wordt evenwel de bruto technisch-financiële winst vóór dotatie in aanmerking genomen.

2. De verzekeringsondernemingen mogen de voorziening voor winstdeling en restorno's doteren ten voordele van een verzekeringsovereenkomst in functie van het individueel resultaat van die overeenkomst, op voorwaarde dat de winstdeling of het restorno contractueel bindend is en alle elementen nodig voor de berekening ervan in de overeenkomst bepaald zijn.

In dat geval is het punt A. 1. niet van toepassing.

B. Voor de activiteitengroep leven :

1. De dotatie aan de voorziening voor winstdeling en restorno's mag voor een categorie van producten niet groter zijn dan de netto technisch-financiële winst vóór dotatie van deze categorie, vermeerderd met de wijziging van de niet geactiveerde zillmeringswaarden die niet het voorwerp van terugbetaling dienen uit te maken.

2. In afwijking van punt B.1. mogen de verzekeringsondernemingen in geval van belangrijke vermeerdering van de productie de voorziening voor winstdeling en restorno's van een categorie van producten doteren door de aanbreng van middelen die er vreemd aan zijn, op voorwaarde dat zij de rendabiliteit van die categorie rechtvaardigen door een op redelijke uitgangspunten gebaseerd plan met vooruitzichten over de toekomstige resultaten. Dat plan zal aangepast worden als blijkt dat de gebruikte parameters niet meer met de werkelijkheid overeenkomen.

3. En assurance sur la vie, les entreprises d'assurances peuvent doter la provision pour participations aux bénéficiaires et ristournes en faveur d'un ou de plusieurs contrats d'assurance d'un groupe d'assurés en fonction de la mortalité constatée dans ce groupe, à condition qu'elles justifient une compensation suffisante entre risques au sein de ce groupe.

En ce qui concerne les assurances complémentaires, les entreprises d'assurances peuvent doter la provision pour participations aux bénéficiaires et ristournes en faveur d'un ou de plusieurs contrats d'assurance d'un groupe d'assurés en fonction de la performance du ou des contrats de ce groupe, à condition qu'elles justifient une compensation suffisante entre risques de nature similaire au sein de ce groupe.

Dans les cas visés par les alinéas 1^{er} et 2, le point B.1. n'est pas d'application.

§ 3. Les entreprises d'assurances communiquent à l'Office, trois semaines avant leur assemblée générale, les plans de répartition et d'attribution des participations aux bénéficiaires et des ristournes. En même temps, elles envoient les statistiques justifiant le respect des dispositions des points A.1. et B.1. du § 2 du présent article, établies selon le schéma des statistiques visées à l'article 11bis.

§ 4. Les entreprises d'assurances visées par les dispositions des points A. 2., B.2 ou B.3 du § 2 du présent article communiquent les justifications exigées à l'Office, au plus tard trois semaines avant leur assemblée générale.

§ 5. L'Office peut s'opposer à la répartition de participations aux bénéficiaires et de ristournes ainsi qu'à l'attribution de participations réparties si l'équilibre financier de l'entreprise d'assurances est en péril. »

Art. 7. L'article 15 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 22 novembre 1994, est modifié comme suit :

1° dans le § 1^{er}, a), 1°, alinéa 1^{er}, les mots "de l'Etat membre" sont remplacés par les mots "du pays";

2° dans le § 1^{er}, b), 2°, les mots "de l'Etat membre" sont remplacés par les mots "du pays";

3° dans le § 2, b), deuxième tiret, les mots "à 14" sont remplacés par les mots "à 15";

4° dans le § 5, les mots "Le § 4, alinéa 1^{er}, 3°, et alinéa 2, 2°, 4° et 6"" sont remplacés par les mots "Le § 4, alinéa 1^{er}, 3°, alinéa 2, 2°, 4° et 6° et alinéa 3";

5° un § 6, rédigé comme suit, est ajouté :

« § 6. Tout document de nature publicitaire ou qui est porté à la connaissance du public par une entreprise d'assurances, mentionne les renseignements suivants :

- 1° la dénomination ou la raison sociale de l'entreprise d'assurances;
- 2° le nom du pays où le siège social de l'entreprise est établi. »

Art. 8. L'article 16 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 22 novembre 1994, est modifié comme suit :

1° dans le § 1^{er}, 3°, première phrase, les mots ", sous réserve des dérogations établies au § 2," sont supprimés;

2° dans le § 1^{er}, 5°, les mots "aux articles 49 et 50" sont remplacés par les mots "aux articles 79 et 80";

3° dans le § 1^{er}, le 7°, abrogé par l'arrêté royal du 22 novembre 1994, est rétabli dans la rédaction suivante :

« 7° tout autre renseignement prescrit par l'Office. »

Art. 9. L'article 17 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 22 novembre 1994, est modifié comme suit :

1° le § 1^{er}, 2°, est remplacé par la disposition suivante :

« 2° pour les frais d'acquisition non amortis contenus dans les provisions techniques : la somme, pour tous les contrats, des valeurs de zillmerisation limitées, par contrat, à celles obtenues à l'aide d'un taux de zillmerisation égal à 0,08, diminuée de la somme des deux montants suivants :

a) les commissions et frais d'acquisition à amortir correspondants qui figurent à l'actif du bilan;

b) la somme, pour tous les contrats, des quotités remboursables en cas de diminution de la valeur actuelle des primes de réduction restant à échoir du chargement d'acquisition. »;

3. Voor levensverzekeringen mogen de verzekeringsondernemingen de voorziening voor winstdeling en restorno's doteren ten voordele van één of meer verzekeringsovereenkomsten van een groep verzekerden in functie van de sterfte vastgesteld in die groep, op voorwaarde dat zij een voldoende compensatie tussen risico's binnen die groep rechtvaardigen.

Wat de aanvullende verzekeringen betreft, mogen de verzekeringsondernemingen de voorziening voor winstdeling en restorno's doteren ten voordele van één of meer verzekeringsovereenkomsten van een groep verzekerden in functie van het resultaat van de overeenkomst of overeenkomsten in die groep, op voorwaarde dat zij een voldoende compensatie tussen gelijksoortige risico's binnen die groep rechtvaardigen.

In de gevallen bedoeld in het eerste en het tweede lid is het punt B. 1. niet van toepassing.

§ 3. Drie weken vóór hun algemene vergadering delen de verzekeringsondernemingen de plannen van de verdeling en de toekenning van de winstdeling en restorno's aan de Controledienst mee. Ter rechtvaardiging van de naleving van de bepalingen van de punten A.1. en B.1. van § 2 van dit artikel sturen ze tegelijkertijd de statistieken opgesteld volgens het schema van de statistieken bedoeld in artikel 11bis.

§ 4. De verzekeringsondernemingen bedoeld door de bepalingen van de punten A.2., B.2. of B.3. van § 2 van dit artikel delen de vereiste verantwoordingen uiterlijk drie weken vóór hun algemene vergadering aan de Controledienst mee.

§ 5. De Controledienst kan zich verzetten tegen de verdeling van winstdelingen en restorno's evenals tegen de toekenning van verdeelde winstdelingen als het financieel evenwicht van de verzekeringsonderneming in gevaar is. »

Art. 7. Artikel 15 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 22 november 1994, wordt als volgt gewijzigd :

1° in § 1, a), 1°, eerste lid, worden de woorden "de Lid-Staat" vervangen door de woorden "het land";

2° in § 1, b), 2°, worden de woorden "de Lid-Staat" vervangen door de woorden "het land";

3° in § 2, b), tweede streepje, worden de woorden "tot en met 14" vervangen door de woorden "tot en met 15";

4° in § 5 worden de woorden "De § 4, eerste lid, 3° en tweede lid, 2°, 4° en 6"" vervangen door de woorden "De § 4, eerste lid, 3°, tweede lid, 2°, 4° en 6° en derde lid";

5° een § 6, luidend als volgt, wordt toegevoegd :

« § 6. Ieder document van publicitaire aard of dat door een verzekeringsonderneming ter algemene kennis wordt gebracht vermeldt de volgende inlichtingen :

1° de naam of de firmanaam van de verzekeringsonderneming;

2° de naam van het land waar de maatschappelijke zetel van de onderneming is gevestigd. »

Art. 8. Artikel 16 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 november 1994, wordt als volgt gewijzigd :

1° in § 1, 3°, eerste zin, worden de woorden ", onder voorbehoud van de in § 2 bepaalde afwijkingen," geschrapt;

2° in § 1, 5°, worden de woorden "de artikelen 49 en 50" vervangen door de woorden "de artikelen 79 en 80";

3° in § 1 wordt 7°, opgeheven bij het koninklijk besluit van 22 november 1994, hersteld in de volgende lezing :

« 7° alle andere inlichtingen voorgeschreven door de Controledienst. »

Art. 9. Artikel 17 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 november 1994, wordt als volgt gewijzigd :

1° § 1, 2°, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° voor de niet afgeloste acquisitiekosten die in de technische voorzieningen bevat zijn : de som, voor alle overeenkomsten, van de zillmeringswaarden, per overeenkomst beperkt tot die die aan de hand van een zillmeringsvoet gelijk aan 0,08 worden bekomen, verminderd met de som van de volgende twee bedragen :

a) de overeenstemmende af te lossen commissies en acquisitiekosten die op het actief van de balans voorkomen;

b) de som, voor alle overeenkomsten, van de quotiteiten die in geval van vermindering van de actuele waarde van de nog te vervallen reductiepremies van de acquisitietoelagen terugbetaalbaar zijn. »;

2° dans le § 2, b), les mots "l'arrêté royal du 12 novembre 1979 relatif aux comptes annuels des entreprises d'assurances agréées en application de la législation relative au contrôle des entreprises d'assurances" sont remplacés par les mots "l'arrêté royal du 17 novembre 1994 relatif aux comptes annuels des entreprises d'assurances".

Art. 10. L'article 18 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 3 mars 1995, est modifié comme suit :

1° dans cet article, les mots "provisions mathématiques de bilan" sont remplacés par les mots "provision d'assurance vie";

2° dans le point A, alinéa 4, premier tiret, les mots "ou encore à émettre" sont insérés entre le mot "émises" et les mots "dans les affaires directes";

3° dans le point A, alinéa 5, les mots "500 millions de francs" sont remplacés par les mots "10 millions d'euros ou 403 399 000 de francs";

4° dans le point A, alinéa 8, les mots "350 millions de francs" sont remplacés par les mots "7 millions d'euros ou 282 379 300 de francs";

5° dans le point B, b), les mots ", le montant de 500 millions de francs étant toutefois remplacé par 430 millions de francs" sont supprimés;

6° dans le point C, alinéa 1^{er}, les mots "et pour les opérations visées par la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public" sont insérés entre le mot "rentes" et les mots "la marge";

7° le point C est complété par l'alinéa suivant :

« Pour les opérations sur les produits dérivés, la marge à constituer est égale au montant théorique du risque maximum encouru par l'entreprise du fait de l'utilisation de produits dérivés, compte tenu des couvertures prises. »

Art. 11. L'article 19 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 22 novembre 1994 et du 3 mars 1995, est modifié comme suit :

1° le § 1^{er}, alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Le minimum absolu du fonds de garantie est fixé à :

- 625 000 euros ou 25 212 438 de francs pour la branche n° 17;
- 1,25 millions d'euros ou 50 424 875 de francs pour la branche n° 9 et, sous réserve de l'application du sixième tiret, pour la branche n° 14;
- 2 millions d'euros ou 80 679 800 de francs pour les branches n^{os} 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 16 et 18;
- 2,5 millions d'euros ou 100 849 750 de francs pour les branches n^{os} 10, 11, 12, 13 et 15;
- 2,5 millions d'euros ou 100 849 750 de francs pour les branches n^{os} 21 à 29;
- 2,75 millions d'euros ou 110 934 725 de francs pour la branche n° 14 si le montant annuel des primes ou cotisations émises dans cette branche pour chacun des trois derniers exercices a dépassé 3,125 millions d'euros ou 126 062 188 de francs ou 4 % du montant global des primes ou cotisations émises par l'entreprise pour l'ensemble des branches pratiquées. »;

2° le § 1^{er}, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsqu'une entreprise pratiquant la branche 14, doit porter le minimum absolu du fonds de garantie à 2,75 millions d'euros ou 110 934 725 de francs conformément au sixième tiret de l'alinéa 1^{er}, elle dispose :

- d'un délai de trois ans pour porter le fonds à 2 millions d'euros ou 80 679 800 de francs;
- d'un délai de cinq ans pour porter le fonds à 2,375 millions d'euros ou 95 807 263 de francs;
- d'un délai de sept ans pour porter le fonds à 2,75 millions d'euros ou 110 934 725 de francs. »;

3° dans le § 1^{er}, alinéa 3, le mot "cinquième" est remplacé par le mot "sixième";

4° dans le § 1^{er}, alinéa 4, les mots "aux 1^{er}, 2^{ème}, 3^{ème} et 5^{ème} tirets" sont remplacés par les mots "aux 1^{er}, 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème} et 6^{ème} tirets";

5° dans le § 2, les mots "34,50 millions de francs" sont remplacés par les mots "2,5 millions d'euros ou 100 849 750 de francs".

2° in § 2, b), worden de woorden "het koninklijk besluit van 12 november 1979 betreffende de jaarrekening van verzekeringsondernemingen die zijn toegelaten bij toepassing van de wetgeving betreffende de controle der verzekeringsondernemingen" vervangen door de woorden "het koninklijk besluit van 17 november 1994 betreffende de jaarrekening van verzekeringsondernemingen".

Art. 10. Artikel 18 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 maart 1995, wordt als volgt gewijzigd :

1° in dit artikel worden de woorden "wiskundige balansprovisies" telkens vervangen door de woorden "voorziening voor verzekering leven";

2° in punt A, vierde lid, eerste streepje, worden de woorden "of nog uit te geven" tussen de woorden "boekjaar uitgegeven" en "premies of bijdragen" ingevoegd;

3° in punt A, vijfde lid worden de woorden "500 miljoen frank" vervangen door de woorden "10 miljoen euro of 403 399 000 frank";

4° in punt A, achtste lid, worden de woorden "350 miljoen frank" vervangen door de woorden "7 miljoen euro of 282 379 300 frank";

5° in punt B, b), worden de woorden ", waarbij het bedrag van 500 miljoen frank echter vervangen wordt door 430 miljoen frank" geschrapt;

6° in punt C, eerste lid, worden de woorden "en voor de verrichtingen waarvan sprake in de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector" tussen de woorden "dienst der rente" en ", dient de samen te stellen" ingevoegd;

7° punt C wordt aangevuld met het volgende lid :

« Voor de verrichtingen met afgeleide producten dient de solvabiliteitsmarge gelijk te zijn aan het theoretisch bedrag van het maximum door de onderneming, wegens de aanwending van afgeleide producten gelopen risico, rekening houdend met de verworven dekkingen. »

Art. 11. Artikel 19 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 november 1994 en 3 maart 1995, wordt als volgt gewijzigd :

1° § 1, eerste lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Het absolute minimum van het waarborgfonds wordt vastgelegd op :

- 625 000 euro of 25 212 438 frank voor de tak nr. 17;
- 1,25 miljoen euro of 50 424 875 frank voor de tak nr. 9 en, onder voorbehoud van de toepassing van het zesde streepje, voor de tak nr. 14;
- 2 miljoen euro of 80 679 800 frank voor de takken nrs. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 16 en 18;
- 2,5 miljoen euro of 100 849 750 frank voor de takken nrs. 10, 11, 12, 13 en 15;
- 2,5 miljoen euro of 100 849 750 frank voor de takken nrs. 21 tot en met 29;
- 2,75 miljoen euro of 110 934 725 frank voor de tak nr. 14 indien het jaarlijks bedrag van de in deze tak uitgegeven premies of bijdragen in elk van de laatste drie boekjaren 3,125 miljoen euro of 126 062 188 frank of 4 % van de totale door de onderneming voor alle beoefende takken uitgegeven premies of bijdragen heeft overschreden. »;

2° § 1, tweede lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Wanneer een onderneming, die tak 14 beoefent, het absolute minimum van het waarborgfonds tot 2,75 miljoen euro of 110 934 725 frank dient te verhogen krachtens het zesde streepje van het eerste lid, beschikt zij over :

- een termijn van drie jaar om het fonds op 2 miljoen euro of 80 679 800 frank te brengen;
- een termijn van vijf jaar om het fonds op 2,375 miljoen euro of 95 807 263 frank te brengen;
- een termijn van zeven jaar om het fonds op 2,75 miljoen euro of 110 934 725 frank te brengen. »;

3° in § 1, derde lid wordt het woord "vijfde" vervangen door het woord "zesde";

4° in § 1, vierde lid, worden de woorden "in het 1e, 2e, 3e en 5e streepje" vervangen door de woorden "in het 1ste, 2de, 3de, 4de en 6de streepje";

5° in § 2 worden de woorden "34,50 miljoen frank" vervangen door de woorden "2,5 miljoen euro of 100 849 750 frank".

Art. 12. Un article 22bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 22bis. Les dispositions de l'article 30quater sont d'application par analogie. »

Art. 13. Dans l'intitulé du chapitre V du même arrêté, les mots "établissements belges d'entreprises de pays tiers" sont remplacés par les mots "entreprises de pays tiers".

Art. 14. L'intitulé suivant est ajouté après l'intitulé du chapitre V du même arrêté :

« Section Ire. — Règles applicables aux établissements belges d'entreprises de pays tiers. »

Art. 15. Un article 29bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 29bis. Les dispositions de l'article 21 sont d'application par analogie. »

Art. 16. Le chapitre V du même arrêté est complété par une Section II, rédigée comme suit :

"Section II. — Règles applicables aux entreprises de pays tiers qui font en Belgique de la libre prestation de services

Art. 30bis. Les entreprises de pays tiers ne peuvent exercer une activité d'assurances en libre prestation de services en Belgique que pour les risques visés aux articles 30ter et 30quater et aux conditions qui sont énumérées dans ces articles.

Art. 30ter. § 1^{er}. Les entreprises de pays tiers qui ont adhéré à l'Accord Général sur le Commerce des Services, annexé à l'Accord instituant l'Organisation Mondiale du Commerce du 15 avril 1994, peuvent couvrir en libre prestation de services des risques situés en Belgique en rapport avec :

1° le transport maritime, le transport aérien commercial, le lancement d'engins spatiaux et le transport effectué par ces engins (y compris les satellites), cette assurance couvrant la totalité ou une partie des éléments ci-après : marchandises transportées, véhicules transportant les marchandises et toute responsabilité en découlant;

2° les marchandises en transit international.

§ 2. Pour pouvoir exercer l'activité visée au § 1^{er}, l'entreprise doit préalablement notifier son intention à l'Office de Contrôle des Assurances. Cette notification est accompagnée d'un dossier comprenant les éléments suivants :

1° l'adresse du siège social et, le cas échéant, de la succursale, à partir duquel l'activité sera exercée;

2° une attestation délivrée par les autorités compétentes du pays du siège social de l'entreprise déclarant :

— que l'entreprise dispose d'une solvabilité suffisante pour pratiquer ces opérations;

— qu'elle est habilitée en vertu de sa législation nationale à pratiquer les opérations d'assurance qui font l'objet de la demande;

— qu'il n'y a pas d'objection à l'exercice en Belgique des opérations projetées;

3° la désignation de la nature des risques et les caractéristiques des produits que l'entreprise a l'intention de couvrir et le cas échéant, les conditions générales et spéciales des assurances rendues obligatoires en Belgique.

§ 3. Toute modification que l'entreprise a l'intention d'apporter aux éléments visés au § 2 doit être notifiée à l'Office de Contrôle des Assurances.

§ 4. L'entreprise peut commencer son activité dès que l'Office de Contrôle des Assurances lui a notifié que son dossier est en règle.

Lorsque l'Office n'a pas communiqué sa décision dans les deux mois qui suivent la réception du dossier complet, il est considéré ne pas s'opposer à l'intention de l'entreprise.

§ 5. L'article 3, § 1^{er}, les articles 4 à 8 inclus, les articles 11 à 18 inclus, l'article 19, pour ce qui concerne les tarifs, l'article 20, § 1^{er}, l'article 21, à l'exception du § 2, l'article 21octies, § 2, les articles 22 à 24 inclus, les articles 26 et 27, les articles 38 à 40bis inclus, les articles 42 à 48 inclus, l'article 71, § 1^{er}, alinéa 2, § 2, alinéa 2 et § 4 et l'article 90 de la loi ne sont pas d'application aux entreprises visées dans le présent article.

Art. 12. Een artikel 22bis, dat luidt als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. 22bis. De bepalingen van artikel 30quater zijn van overeenkomstige toepassing. »

Art. 13. In het opschrift van hoofdstuk V van hetzelfde besluit worden de woorden "Belgische vestigingen van ondernemingen van derde landen" vervangen door de woorden "ondernemingen van derde landen".

Art. 14. Na het opschrift van hoofdstuk V van hetzelfde besluit wordt het volgende opschrift ingevoegd :

« Afdeling I. — Regels van toepassing op Belgische vestigingen van ondernemingen van derde landen. »

Art. 15. In hetzelfde besluit wordt een artikel 29bis ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Art. 29bis. De bepalingen van artikel 21 zijn van overeenkomstige toepassing. »

Art. 16. In hoofdstuk V van hetzelfde besluit wordt een Afdeling II gevoegd, die luidt als volgt :

« Afdeling II. — Regels van toepassing op ondernemingen uit derde landen, die in België aan vrije dienstverrichting doen

Art. 30bis. De ondernemingen van derde landen mogen slechts een verzekeringsactiviteit in vrije dienstverrichting in België uitoefenen voor de risico's bedoeld in de artikelen 30ter en 30quater en onder de in die artikelen opgesomde voorwaarden.

Art. 30ter. § 1. De ondernemingen van de derde landen, die toegetreden zijn tot de Algemene Overeenkomst betreffende de Handel in Diensten, in bijlage bij de Overeenkomst van 15 april 1994 tot Oprichting van de Wereldhandelsorganisatie, mogen in vrije dienstverrichting in België gelegen risico's dekken die betrekking hebben op :

1° zeescheepvaart, commerciële luchtvaart, lancering van en vrachtovervoer middels ruimtevaartuigen (satellieten inbegrepen) waarbij het volgende volledig of gedeeltelijk wordt gedekt : de vervoerde goederen, het voertuig waarmee de goederen worden vervoerd en de daaruit voortvloeiende aansprakelijkheid;

2° het internationaal douanevervoer van goederen.

§ 2. Om de in § 1 bedoelde activiteit te mogen uitoefenen moet de onderneming de Controledienst voor de Verzekeringen voorafgaandelijk van haar voornemen in kennis stellen. Deze kennisgeving moet vergezeld zijn van een dossier met de volgende gegevens :

1° het adres van de maatschappelijke zetel en, in voorkomend geval, van het bijkantoor, van waaruit de activiteit zal worden beoefend;

2° een attest dat wordt afgeleverd door de bevoegde autoriteiten van het land van de maatschappelijke zetel van de onderneming en waarbij bevestigd wordt dat :

— de onderneming over een voldoende solvabiliteit beschikt voor de uitoefening van die verrichtingen;

— zij krachtens haar nationale wetgeving gemachtigd is de verzekeringsverrichtingen, die het voorwerp van de aanvraag uitmaken, te beoefenen;

— er geen bezwaren zijn ten aanzien van het in België uitoefenen van de voorgenomen activiteit;

3° de aanduiding van de aard van de risico's en de karakteristieken van de producten die de onderneming zinnens is te dekken, en in voorkomend geval de algemene en de speciale voorwaarden van de in België verplicht gestelde verzekeringen.

§ 3. Elke wijziging die de onderneming voornemens is aan de gegevens bedoeld in § 2 aan te brengen moet aan de Controledienst voor de Verzekeringen worden meegedeeld.

§ 4. De onderneming mag met haar activiteit beginnen van zodra de Controledienst voor de Verzekeringen haar meedeelt dat het dossier in orde is.

Wanneer de Controledienst zijn beslissing niet binnen de twee maanden na de ontvangst van het volledige dossier heeft meegedeeld, wordt hij geacht geen bezwaar te hebben tegen het voornemen van de onderneming.

§ 5. Artikel 3, § 1, de artikelen 4 tot en met 8, de artikelen 11 tot en met 18, artikel 19, voor wat betreft de tarieven, artikel 20, § 1, artikel 21, uitgezonderd § 2, artikel 21octies, § 2, de artikelen 22 tot en met 24, de artikelen 26 en 27, de artikelen 38 tot en met 40bis, de artikelen 42 tot en met 48, artikel 71, § 1, tweede lid, § 2, tweede lid en § 4 en artikel 90 van de wet zijn niet van toepassing op de ondernemingen bedoeld in dit artikel.

Art. 30^{quater}. § 1^{er}. Les entreprises de pays tiers, qui ont souscrit au code O.C.D.E. en matière de libération des opérations invisibles courantes, peuvent accepter de couvrir en libre prestation de services des risques situés en Belgique se rapportant aux branches 4, 5, 6, 7, 11 et 12 lorsque le preneur d'assurance a pris l'initiative de la souscription du contrat.

Le preneur d'assurance n'est pas considéré comme ayant pris l'initiative de la souscription s'il a été contacté par l'entreprise d'assurances ou par une personne mandatée par elle en vue de la souscription d'un contrat d'assurance.

§ 2. Les entreprises qui exercent l'activité visée au § 1^{er}, sont dispensées de l'ensemble des dispositions de la loi. »

Art. 17. Un article 39^{bis}, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 39^{bis}. Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 19, § 1^{er}, alinéa 2, les entreprises belges et les entreprises de pays tiers, dont le minimum de la marge de solvabilité n'atteint pas le minimum absolu du fonds de garantie, tel que fixé respectivement dans l'article 19, § 1^{er} et l'article 27, § 1^{er}, disposent pour satisfaire à cette obligation d'un délai de cinq ans à partir du 31 décembre 1999.

Elles doivent augmenter chaque année leur marge à concurrence de 20 % au moins du montant manquant à la date fixée dans l'alinéa 1^{er}. »

Art. 18. A l'annexe IV du même arrêté, modifiée par l'arrêté royal du 12 août 1994, le mot "écu" est remplacé partout par le mot "euro".

Art. 19. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 20. Notre Ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 novembre 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
R. DEMOTTE

Art. 30^{quater}. § 1. De ondernemingen van derde landen, die de O.E.S.O.-codex inzake het vrijmaken van onzichtbare verrichtingen hebben onderschreven, mogen in vrije dienstverrichting in België gelegen risico's, die behoren tot de takken 4, 5, 6, 7, 11 en 12 dekken wanneer de verzekeringnemer het initiatief tot het onderschrijven van de overeenkomst heeft genomen.

De verzekeringnemer wordt niet geacht het initiatief tot het onderschrijven te hebben genomen wanneer met hem contact werd opgenomen door de verzekeringsonderneming of door een door de onderneming gemachtigde persoon met het oog op het onderschrijven van een verzekeringsovereenkomst.

§ 2. De ondernemingen die de activiteit bedoeld in § 1 uitoefenen zijn vrijgesteld van het geheel van de bepalingen van de wet. »

Art. 17. In hetzelfde besluit wordt een artikel 39^{bis} ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Art. 39^{bis}. Onverminderd de toepassing van de bepalingen van artikel 19, § 1, tweede lid beschikken de Belgische ondernemingen en de ondernemingen van derde landen, waarvan het minimum van de solvabiliteitsmarge het bedrag van het absolute minimum van het waarborgfonds, zoals vastgesteld in respectievelijk artikel 19, § 1, en artikel 27, § 1, niet bereikt, over een termijn van vijf jaar vanaf 31 december 1999 om aan die verplichting te voldoen.

Zij moeten elk jaar hun marge verhogen met minstens 20 % van het bedrag dat op de in het eerste lid vermelde dag ontbreekt. »

Art. 18. In bijlage IV van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 augustus 1994, wordt het woord "ecu" telkens vervangen door het woord "euro".

Art. 19. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 20. Onze Minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 november 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
R. DEMOTTE

F. 1999 — 4207

[C — 99/11458]

7 DECEMBRE 1999. — Arrêté royal relatif au remplissage, à la distribution et à l'étiquetage des bouteilles de gaz de pétrole liquéfié

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, notamment les articles 12 et 14;

Vu la loi du 9 février 1994 relative à la sécurité des consommateurs, notamment l'article 4;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Classes moyennes, donné le 30 septembre 1993;

Vu l'avis du Conseil de la Consommation, donné le 20 décembre 1993;

Vu l'avis de la Commission de la Sécurité des Consommateurs, donné le 13 octobre 1997;

Vu la procédure d'information instituée par la directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information, modifiée par la directive 98/48/CE du 20 juillet 1998;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

N. 1999 — 4207

[C — 99/11458]

7 DECEMBER 1999. — Koninklijk besluit betreffende het vullen, de distributie en de etikettering van flessen met vloeibaar gemaakt petroleumgas

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument, inzonderheid op de artikelen 12 en 14;

Gelet op de wet van 9 februari 1994 betreffende de veiligheid van de consumenten, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de Middenstand, gegeven op 30 september 1993;

Gelet op het advies van de Raad voor het Verbruik, gegeven op 20 december 1993;

Gelet op het advies van de Commissie voor de Veiligheid van de Consumenten, gegeven op 13 oktober 1997;

Gelet op de informatieprocedure opgelegd door de richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij, gewijzigd bij de richtlijn 98/48/EG van 20 juli 1998;

Gelet op het advies van de Raad van State;